CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

50e LEGISLATURE
SESSION EXTRAORDINAIRE 1999
JEUDI 15 JUILLET 1999

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE SÉANCE PLENIÈRE

3 MATIN

SOMMAIRE

COMMUNICATIONS	55
"VLAAMS PARLEMENT"	
Constitution	55
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE	
Constitution	55
DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT	
Discussion	
<i>Orateurs</i> : MM. Stefaan De Clerck, Jean-Pol Poncelet, Hugo Coveliers et Claude Eerdekens	55
ANNEXE	
GOUVERNEMENT	
Rapports transmis – Opérations d'amortissement de la Dette publique 1998	63
Rapports transmis – Caisse des dépôts et consignations 1998	63
Rapports transmis – BIAC 1998	63
COUR D'ARBITRAGE	
Arrêts	63
Décisions de renvoi	64
COUR DES COMPTES	
Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'État pour 1998	64
OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE	
Rapport 1998	
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES	
Rapport 1998	64
INSTITUT DES RÉVISEURS D'ENTREPRISES	
Rapport 1998	65
PETROFINA	
Rapport 1998	65
"BOND VAN GROTE EN VAN JONGE GEZINNEN"	
Rapport 1998	65
PROVINCE D'ANVERS	
Comptes provinciaux 1998	65

SÉANCE PLENIERE

JEUDI 15 JUILLET 1999

MATIN

PRÉSIDENTE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 10 h.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Diverses communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

"VLAAMS PARLEMENT"

CONSTITUTION

Le **président** : Par message du 6 juillet 1999, le Vlaams Parlement fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Pour information

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

CONSTITUTION

Le **président** : Par message du 6 juillet 1999, le Conseil de la Communauté germanophone fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Pour information

DECLARATION DU GOUVERNEMENT

DISCUSSION

Le **président** : Nous entamons la discussion de la déclaration du gouvernement.

Aujourd'hui, nous commencerons et terminerons la discussion du volet Affaires étrangères et Défense nationale. Demain nous poursuivrons avec la discussion des autres aspects de la déclaration du gouvernement, de sorte que nous pourrons voter demain soir sur la motion de confiance au gouvernement.

M. Stefaan De Clerck (CVP) : Je souhaite ouvrir ce débat en adressant mes félicitations au premier ministre qui est parvenu à constituer rapidement une coalition et à former une majorité en réunissant des partis qui, à première vue, n'ont pas grand-chose en commun.

Dans le même temps, j'aimerais exprimer mon appréciation à l'égard du travail fourni par l'équipe sortante.

Si l'actuelle majorité dispose d'une certaine marge de manœuvre budgétaire, elle le doit en premier lieu à la politique empreinte de volontarisme et de sobriété menée par le gouvernement Dehaene.

Le fait que ce gouvernement n'ait pu cueillir les fruits de ses efforts doit constituer pour lui une réelle source de frustration.

Mais ainsi va la politique...

Il est réjouissant, pour notre pays, qu'un gouvernement disposant des pleines compétences ait pu être constitué rapidement. La crise de la dioxine, en particulier, requiert la mise en oeuvre rapide de mesures adéquates.

S'il faut en croire les premiers mots de la déclaration gouvernementale, les partis de la nouvelle majorité ont compris le signal qui leur a été adressé par l'électeur et l'ont coulé dans un programme de gouvernement ambitieux.

L'électeur avait-il vraiment exprimé sa volonté de voir les socialistes rester au pouvoir ou s'agissait-il de permettre à M. Busquin de briguer, sans débat, un poste de commissaire européen ?

La constitution, dans la partie francophone du pays, de gouvernements totalisant 17 membres correspondait-elle vraiment au souhait de l'électeur ?

L'électeur avait-il manifesté sa volonté de voir l'accord pré-électoral, conclu entre le PS et le PRL/FDF, imposé à tous les niveaux de pouvoir ?

Et que pense l'électeur de tous les transfuges entre les niveaux européen, fédéral et régional, avec, en point d'orgue, le spectacle navrant auquel s'est livrée la VU ?

Je trouve que malheureusement, en agissant ainsi, nous régressons. Maintenant, nous sommes confrontés à une situation politique extrêmement complexe, alors qu'en voulant organiser toutes les élections le même jour, l'on poursuivait manifestement un objectif inverse. Par conséquent, le nouveau gouvernement n'est pas le reflet exact de la volonté de l'électorat.

L'accord de gouvernement comporte indubitablement une série de points très positifs, de nature à emporter l'adhésion du CVP. Je songe par exemple à cet organe de contrôle unique de toute la chaîne alimentaire, qui se résume en réalité à l'ancienne proposition de loi de mon collègue de parti, M. Hubert Brouns,

qui avait été rejetée en son temps.

Sur un certain nombre de plans, l'accord de gouvernement se caractérise par une grande continuité par rapport à la politique suivie par le gouvernement précédent. Je songe par exemple à la politique judiciaire. Toutefois, s'agissant de quelques aspects spécifiques de cette politique, le nouveau gouvernement se distancie de l'accord octopartite, par exemple en ce qui concerne les peines incompressibles. Sur ce point, le CVP ne manquera pas de combattre la politique gouvernementale.

Je me réjouis d'entendre que la politique extérieure s'inscrira dans le prolongement de l'action menée par le gouvernement précédent. L'on n'a pas opté pour le modèle vert, qui préconise notamment la suppression de l'OTAN. Je crains cependant que l'on ne s'attache pas suffisamment à la restauration de l'image de marque de notre pays, détériorée à l'étranger.

Une même continuité avec la politique menée par l'équipe sortante se manifeste en matière d'emploi, de soins de santé et de sécurité sociale. M. Verhofstadt aurait-il entermé définitivement ses ambitions concernant une réforme draconienne de la sécurité sociale ?

Pour le surplus, la nouvelle coalition se montre particulièrement prodigue. Le budget de l'Etat serait-il devenu un mât de cocagne ? Le bilan budgétaire de l'équipe sortante est-il donc si brillant que l'actuelle équipe puisse se permettre de distribuer tant de cadeaux ? Je crains que ceux qui pensent pouvoir augmenter les dépenses tout en réduisant les recettes surestiment leurs capacités.

L'ensemble de ces contradictions cache une double logique : la réduction des charges salariales devrait permettre de créer de nouveaux emplois et contribuer à l'assainissement de l'économie, ce qui devrait dégager un ballon d'oxygène budgétaire. Voilà le point d'articulation de cet accord de gouvernement, qui constitue, dans le même temps, son talon d'Achille. Tous les partenaires de la majorité ont été invités à établir la liste de leurs priorités, dont la réalisation dépend cependant de richesses qui doivent encore être créées. Ces friandises forment le ciment précaire de cette majorité.

La nouvelle équipe constitue le gouvernement de "la politique différée". Les mesures annoncées s'appuient sur une assise budgétaire qui doit encore être élaborée. A mes yeux, une telle approche donnera nécessairement lieu à des problèmes en ce qui concerne le respect du pacte de stabilité européen. Le premier ministre peut-il confirmer qu'il respectera scrupuleusement ce pacte ?

Le gouvernement envisage d'affecter la baisse des taux d'intérêt à de nouvelles dépenses. C'est manquer de bon sens car on aura besoin de la marge qui s'est libérée pour réduire le solde primaire. Nous demandons des chiffres précis et scientifiquement fondés.

Le gouvernement nous promet d'améliorer l'administration. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette initiative mais les méthodes qu'il entend mettre en oeuvre paraissent en contradiction avec l'objectif poursuivi. Le gouvernement veut améliorer l'administration publique mais opte pour des audits externes et des consultations populaires. Il veut comprimer les cabinets mais, en même temps, il augmente le nombre d'experts extérieurs. L'expérience de l'Inusop a-t-elle déjà été oubliée ? (*Applaudissements sur les bancs du CVP*) La Chambre devrait pouvoir disposer d'une liste où figurent les bureaux d'études et le coût qu'ils entraînent. Quel objectif poursuit la désignation des commissaires du gouvernement ?

Le gouvernement s'engage aussi à poursuivre la simplification de la procédure de naturalisation alors qu'il y a peu, le VLD y était totalement opposé. Avec la suppression du questionnaire, la procédure d'enquête se réduira à rien. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

Les projets du gouvernement sont un calque d'une série de propositions formulées l'an dernier par certains partis. L'année dernière, le VLD jugeait la simplification en question superflue. Aujourd'hui, ce parti cède devant les partis francophones de la majorité.

Au cours de la campagne électorale, le nouveau ministre de la Justice avait soutenu que, par le passé, on avait "galvaudé" le principe de la naturalisation et qu'il conviendrait de faire preuve d'une plus grande rigueur en cette matière. Maintenant, il va devoir rédiger un projet de loi pour simplifier fondamentalement la procédure. (*Vifs applaudissements sur les bancs du CVP et du Vlaams Blok*)

L'accord de gouvernement recèle un tour de passe-passe inédit. Il passe complètement sous silence les conséquences financières des mesures envisagées en matière d'emploi et des réformes programmées dans les domaines de la justice et de la police. Il ne souffle mot de la famille et des questions bio-éthiques. Le gouvernement n'a-t-il aucun projet de société ? Il me paraît bon que le Parlement puisse débattre de ces thèmes, mais je n'admettrai pas que l'on tente de faire adopter un programme secret. (*Applaudissements sur les bancs du CVP et du PSC*)

A mes yeux, tous les audits et enquêtes annoncés, notamment en matière de drogue, procèdent de ces tours de passe-passe. Il en va de même pour les déclarations d'intentions qui, si elles sont séduisantes, n'engagent à rien, par exemple, en ce qui concerne le projet RER, dont on ignore totalement le coût.

Autre tour de prestidigitation : on ne franchira pas d'étape supplémentaire dans la réforme de l'Etat. On crée un "groupe de discussion" chargé d'escamoter les problèmes. Cela ne pose-t-il pas de problème à la VU ? Pour pouvoir participer au gouvernement flamand, ce parti renonce à toutes ses revendications communautaires ! Le CVP est le seul à avoir toujours mené une politique cohérente en matière communautaire. (*Tumultes sur les bancs du Vlaams Blok*) Pendant la campagne électorale, la VU a qualifié notre position de minimaliste. On s'aperçoit maintenant que notre attitude est au contraire maximaliste.

Il est clair que l'accord de gouvernement a été muni d'un verrou PS : aucune mesure fiscale ou sociale ne devra être prise sous cette législature. (*Applaudissements sur les bancs du CVP*)

Cela contraste très nettement avec les déclarations que le Premier ministre actuel a faites dans un passé récent lorsqu'il prônait la poursuite de la fédéralisation à un rythme soutenu. Quel contraste avec ce qu'il dit aujourd'hui qu'il est allié au PS ! (*Applaudissements nourris du CVP et du Vlaams Blok*)

Le Lion flamand du VLD et de la VU a été dompté. L'ensemble de la réforme de l'Etat est mise au frigo.

L'accord de gouvernement est une ode au citoyen. Il est un modèle de simplicité et de promesses matérielles. Tout cela est bien beau, mais je pense que la politique, c'est

autre chose. Elle va bien au-delà de la création de prospérité, elle doit contribuer au bien-être de chaque être humain en mettant en pratique un projet de société et un ensemble de valeurs morales. Le gouvernement actuel n'a pas osé relever ce défi. Le CVP, lui, ose le relever : nous continuerons d'appeler de nos vœux une société responsable et une société civile plus dynamique.

J'admets avoir été séduit par la célérité avec laquelle le gouvernement a été formé. Mais rien n'est aussi éphémère que les apparences. Il ne peut vraiment y avoir de nouvelle politique sans contenu. Il était fatal qu'une majorité aussi hétérogène aboutisse à un programme gouvernemental caractérisé par un style sans substance. Nous aurons donc droit à un bel échantillon de politique post-moderne ! Mais si cette politique n'est pas soutenue par un concept immanent, aucune action cohérente ne sera possible dans l'avenir ! C'est à cela que le CVP sera très attentif au cours de cette législature et qu'il combattra vigoureusement si la nécessité s'en fait sentir ! (*Applaudissements prolongés sur les bancs du CVP et du PSC*)

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Le premier ministre nous a promis qu'il allait ouvrir la voie vers le XXI^{ème} siècle. C'est bien mais au-delà du slogan, je ne vois pas ce qui aurait pu empêcher n'importe quelle coalition de mener le pays au-delà de l'an 2000 !

Ce qui importe, c'est la manière d'y arriver. Et, en termes de changements, celui qui est le plus notable, c'est le vôtre, Monsieur le premier ministre, et je m'en réjouis : vous avez découvert les vertus de l'économie sociale de marché que la démocratie chrétienne a contribué à développer partout en Europe.

Votre accord politique n'a, en fait, rien d'un programme novateur. C'est tout au plus un catalogue de bonnes intentions.

En fait, il s'agit de la continuité des lignes essentielles de la politique du gouvernement précédent.

Où est la revendication des Verts relative aux 32 heures de travail sans perte de salaire ? Où est l'impôt sur la fortune revendiqué aussi par Écolo ? Où est la remise en cause du pacte de stabilité ?

Et qu'est devenue l'exigence libérale d'envoyer dans les rues des militaires pour y faire régner l'ordre ?

Les termes que vous utilisez sont : poursuivre, continuer, reprendre... Les accords Octopus doivent être appliqués ; il faut accroître le nombre de places dans les établissements fermés pour mineurs... Sans parler de la législation sur le cumul !

Tout est fait pour que les progressistes avalent la pilule et M. Deleuze va devoir appliquer une législation en matière d'électricité qu'il n'a pas votée.

Votre accord de gouvernement, c'est la continuité, mais sans le dire, comme pour les contrats de première expérience professionnelle qui existaient déjà.

Bravo, mais c'était décidé depuis avril dernier !

Vous parlez de changement. Il y a certes quelques nouveautés. Ainsi, nous nous réjouissons de l'arrivée de deux femmes aux postes de vice-premier ministre. Ceci dit, j'ai de profonds doutes sur la capacité du gouvernement de traduire vos intentions dans la réalité.

Les premiers gestes de votre majorité ne laissent pas augurer de véritable changement : 22% de ministres fédéraux en plus, 100% de plus en Communauté française, 30% en Région wallonne ! Vous avez ainsi du moins tenu votre promesse de créer des emplois, à moins que ce ne soit une solution pour absorber l'avancée verte ? En créant, comme le suggérait *La Libre Belgique*, un ministère des agrafeuses, vous réussirez peut-être à améliorer l'"employabilité" dans notre pays.

Des postes-clés restent aux mains du PS, incapable de se remettre en question après de longues années de gestion du pays : dix ans de déclin, d'affaires et de défaites successives.

Vous nous annoncez une réforme profonde de l'administration, mais sans tenir compte du conservatisme de la CGSP qui va paralyser le ministre socialiste concerné. Où sont les vrais changements ?

L'énergie devient un secrétariat d'Etat et les privatisations sont placées dans le giron de la droite libérale la plus conservatrice.

Par ailleurs, la Défense nationale, six mois après l'arrêt de la Cour de Cassation, est remise aux mains des socialistes.

Un vrai changement est de voir aujourd'hui un ministre francophone aux Affaires étrangères, et je m'en félicite.

Déjà, il parle de l'Afrique centrale et des responsabilités historiques de notre pays au Congo. Renonce-t-il à la diabolisation de ce pays à laquelle ses prédécesseurs néerlandophones ont procédé ? J'espère, en tous cas, qu'il aboutira à faire signer la convention-cadre protégeant les minorités nationales. Il ne peut en être autrement. Nous vous interpellons sans cesse à ce sujet. (*Colloques*).

J'espère que le nouveau ministre des Affaires étrangères pourra se consacrer entièrement à son mandat car il faudra faire oublier le manque de crédibilité qui résulte, pour notre pays, de la nomination de M. Philippe Busquin à l'Europe ; j'espère aussi qu'il pourra abandonner son poste de président de parti, afin de ne pas donner de son mandat une image trop partisane.

Evoquant la nouvelle coalition, d'aucuns ont parlé d'une limousine bleue avec des autocollants rouges et verts. Mais, vu le peu de bagages que vous emportez avec vous, la petite Smart me paraît plus adaptée qu'un grand véhicule. (*Rires*)

Votre accord de gouvernement est un hymne à la procrastination sur le temps et sur le lieu. Les réformes ne sont envisagées qu'à moyen terme, que ce soit en ce qui concerne l'administration, les impôts ou le nucléaire et, de plus, vous renvoyez les débats devant d'autres instances.

Nous craignons que les efforts des citoyens pour sortir du tunnel budgétaire ne soient réduits à néant.

Nous redoutons que votre équipe ne vienne à dépenser l'argent en grande quantité, comme cela a été fait par le passé, pour donner l'illusion du changement. Les effets pourraient se traduire en nouveaux sacrifices à consentir par la population pour rattraper une gestion désastreuse.

Quelles seront vos options dans des dossiers aussi brûlants que la modernisation de la sécurité sociale ?

C'est en vain que nous cherchons une réponse, parce que vous reportez à plus tard les confrontations.

De nombreux observateurs se sont interrogés sur la couleur de ce gouvernement, sans oublier que l'arc en ciel comporte aussi l'orange. Le mélange du rouge, du bleu et du vert produit un brun intense, proche de la couleur du chocolat. En manger trop risque de provoquer des crises de foie ...

Le chocolat a encore une autre qualité : il fond rapidement. Vous en êtes visiblement connaisseur, puisque vous avez placé les dossiers chauds au frigo.

Il vous reste 18 mois pour arriver au siècle prochain : le chemin est long et il n'est pas sûr que vous y arriviez sans nous.

Votre programme est flou, vague, sans contours concrets, et nous craignons que cela masque votre incapacité à décider de quoi que ce soit de manière collégiale.

Nous ne collaborerons pas à cette seconde opération de tromperie du public, qui fait suite aux accords pré-électoraux conclus en secret avec le parti socialiste, à l'insu des électeurs. Nous prenons rendez-vous en octobre, pour constater au cours du contrôle budgétaire, chiffres en main, les effets réels de votre volonté de changement. (*Applaudissement sur les bancs du PSC et du CVP*)

M. Hugo Coveliers (VLD) : Dans divers domaines, le premier ministre peut s'enorgueillir de réalisations historiques. La formation du gouvernement a été très rapide. En même temps, la démocratie chrétienne est confinée dans un rôle dans lequel ce parti, qui a toujours participé au pouvoir, se sent mal à l'aise. Je m'étonne du peu de réserve dont le CVP et le PSC font preuve, lorsque j'entends des ex-ministres de ces partis exprimer d'ores et déjà de vives critiques à l'égard du gouvernement, alors qu'ils ont été au pouvoir pendant 45 ans. Un peu de retenue les honorerait. (*Applaudissements*)

Lors du débat d'investiture du gouvernement libéral-socialiste de 1954, l'opposition démocrate chrétienne de l'époque, et notamment Gaston Eyskens, avait avancé

exactement les mêmes arguments que ceux de MM. De Clerck et Poncet. Elle soulignait déjà l'irréalisme des objectifs budgétaires et le coût exagéré des propositions du gouvernement. Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du VLD et du PRL/FDF*)

Ce gouvernement diffère fondamentalement des gouvernements précédents. Enfin, le CVP ne participe pas au pouvoir. Dès 1954, on s'était rendu compte que le pouvoir corrompt et qu'il est sujet à l'usure.

L'accord de gouvernement compte à peine 40 pages, ce qui témoigne de la confiance réciproque des partenaires. L'accord comporte ces idées de base qui peuvent maintenant faire l'objet d'une discussion. Nous n'avons pas eu besoin de négocier, pendant des jours et des nuits, dans des châteaux, pour élaborer des accords complexes qui ne seront exécutés qu'à moitié. Le Parlement pourra enfin discuter librement de problèmes communautaires et bio-éthiques, sans être lié par des accords obscurs conclus dans des châteaux ou des églises.

L'accord de gouvernement énonce une série d'objectifs qui constituent l'émanation de promesses et d'accords antérieurs. Le volet relatif à la sécurité se veut la mise en oeuvre, dans la pratique, des accords octopartites. Dans ce contexte, je souhaiterais faire observer que les critiques formulées par M. Stefaan De Clerck à propos des peines non compressibles ne sont pas justifiées. La même remarque s'applique au droit d'asile et à la politique relative aux étrangers. A cet égard, je renvoie aux déclarations faites, en son temps, par le commissaire royal, Mme Paula D'Hondt. L'enquête effectuée dans le cadre d'une demande de naturalisation est désormais limitée à un mois, dans la mesure où les personnes concernées s'inscrivent dans un processus obligatoire d'apprentissage de la citoyenneté et peuvent apporter la preuve de leur volonté d'intégration.

M. Jo Vandeurzen (CVP) : Les propos tenus par M. Coveliers ne figurent pas dans l'accord de gouvernement conclu au niveau fédéral. Selon notre lecture de cet accord, la volonté d'intégration ne fera plus l'objet d'aucune évaluation.

M. Hugo Coveliers (VLD) : Les textes doivent être lus dans leur contexte. Par ailleurs, la citoyenneté constitue une matière communautaire.

Je répète que le pouvoir législatif pourra enfin jouer pleinement son rôle. En tout état de cause, le groupe VLD est prêt à oeuvrer en ce sens.

Pour la première fois, tous les membres du gouvernement manifestent leur volonté d'acquérir une connaissance élémentaire de l'autre langue. (*Protestations sur les bancs du CVP et du Vlaams Blok*)

Le pont vers les siècles à venir ne peut longer les fractures traditionnelles. Des voies nouvelles doivent être explo-

rées. Dans cette perspective, une concertation permanente entre les différentes parties doit être mise en place.

En tout état de cause, le VLD participera loyalement à cet exercice passionnant et contribuera, dans un esprit constructif, à la mise en place de cette passerelle vers le 21^{ème} siècle. (*Applaudissements sur les bancs du VLD, du PRL/FDF, du PS, du SP et des verts*)

M. Claude Eerdeken (PS) : Je tiens à féliciter l'ensemble des participants à la négociation pour la célérité dont ils ont fait preuve. C'est un gage supplémentaire de la crédibilité de leur démarche.

La méthode de travail, efficace et loyale, a été le signe d'une "maturité" politique nouvelle.

Ce programme témoigne qu'un tournant s'amorce. Restaurer la confiance dans nos institutions demandera beaucoup d'abnégation et d'humilité. Si la richesse et la diversité des composantes de ce gouvernement sont les moteurs de son action, le respect et la confiance mutuelles sont indispensables pour assurer le succès de son entreprise.

La défense de la solidarité, de l'égalité, de la responsabilité, de la tolérance et de la liberté individuelle sont des valeurs à promouvoir et susceptibles d'enthousiasmer les citoyens.

Nous réaffirmons la nécessité de développer un projet de société fondé sur l'émancipation des femmes et des hommes, sur l'intégration de chacun et sur la volonté d'assurer, partout et pour tous, l'égalité. Le projet présenté est un bon cadre pour ces objectifs.

En matière sociale, le caractère assurantiel, la solidarité interpersonnelle et la gestion globale sont réaffirmés.

Un rôle plus actif et plus responsable est donné à notre système de protection sociale, notamment en ce qui concerne les mesures de promotion de l'emploi.

La compétitivité de nos entreprises est encouragée par une réduction substantielle des cotisations sociales, mais le financement de la sécurité sociale est assuré. C'est un engagement que les socialistes soutiennent, tout en soulignant la nécessaire évaluation régulière de ces réductions aux points de vue budgétaire et des répercussions sur l'emploi.

De plus, le Maribel social est renforcé, les pièges à l'emploi sont combattus, en permettant le maintien, pendant une période transitoire, de certaines allocations sociales. Une attention toute particulière sera accordée à des groupes fragiles, à savoir les jeunes généralement peu qualifiés et aux personnes de plus de 50 ans disponibles sur le marché du travail.

La lutte contre le travail au noir est mentionnée, en rendant les services à domicile fiscalement déductibles. C'est un premier pas louable, mais insuffisant ; des actions plus

larges doivent être menées avec des moyens en conséquence.

Quant au réaménagement et à la réduction du temps de travail, des avancées significatives sont à relever, particulièrement, l'encouragement à l'organisation de la semaine des 4 jours via des incitatifs financiers. Cependant une marge de négociation quant à une répartition des gains de productivité entre le salaire et la réduction du temps de travail doit être assurée.

Il faudra veiller à la stabilité de ce cadre incitatif et au caractère partiellement permanent de l'aide octroyée. Les interlocuteurs sociaux doivent continuer à avoir un rôle prépondérant dans les négociations et concertations.

La restauration de la confiance dans notre économie et dans la richesse des personnes qui y participent doit s'accompagner d'une restauration de la confiance dans notre État et dans ses institutions.

Nous nous réjouissons que le gouvernement fasse preuve d'une réelle volonté de réformer profondément nos institutions dans le sens de plus d'efficacité, de plus d'accessibilité et d'une plus grande transparence.

Nous restons indéniablement attachés à un système de démocratie représentative et nous souhaitons renforcer l'implication plus directe des citoyens dans les débats par l'élargissement du mécanisme de consultation populaire et la modernisation du droit de pétition.

La revitalisation de notre démocratie implique une politique fondée sur l'éthique et des règles de déontologie clairement et objectivement établies : nous serons vigilants sur la suite donnée à notre proposition de loi sur le cumul des mandats.

La réussite de ce processus de renouveau n'aura de sens que si l'ensemble de nos citoyens se sentent impliqués. Nous nous réjouissons des mesures d'accélération et de gratuité de la procédure de naturalisation. Cependant, l'octroi du vote aux ressortissants non européens aurait été un signe positif.

La sécurité est abordée de manière sereine, démocratique et sans vue réductrice. Le groupe socialiste salue cette démarche car le sentiment d'insécurité résulte de la conjonction de différents facteurs.

La volonté d'accorder une attention particulière aux problèmes des grandes villes est également un signe encourageant de la volonté d'appréhender les difficultés "urbaines", de manière plus globale et plus coordonnée.

Le débat annoncé en matière d'éthique nous enthousiasme et nous rassure sur la volonté du gouvernement de moderniser notre État et notre société. Vous pouvez compter sur notre entière participation à cette démarche.

En ce qui concerne la fiscalité, je suis heureux de retrouver, en tête du chapitre, la volonté de réformer la fiscalité en faveur de l'emploi et de l'environnement.

Je prends acte de la volonté d'alléger la pression fiscale sur les revenus du travail. Néanmoins, j'insiste pour que ce rééquilibrage de la fiscalité en faveur de l'emploi s'inscrive dans le cadre des efforts d'harmonisation européenne, plus particulièrement dans le domaine de la taxation des revenus du capital dont l'assiette est plus mobile.

Il est important de rétablir une équité dans la taxation des différents revenus.

Par ailleurs, on regrette que la lutte contre la fraude fiscale n'occupe pas une place plus importante, vu l'ampleur économique de ce phénomène.

Objectif à terme, la neutralité fiscale doit préserver certaines personnes de situations difficiles, plus particulièrement les isolés dont la capacité contributive est moindre.

En outre, l'élimination des différences de traitement ne devra pas s'opérer unilatéralement. Il est donc juste d'avancer dans la reconnaissance des situations de couples non mariés et de donner un contenu juridique étendu à ce choix de vie commune.

Au sujet de l'impôt des sociétés, je suis particulièrement satisfait de la mesure qui consiste à réserver un sort fiscal favorable aux bénéficiaires réservés, ce qui favorisera l'auto-financement des PME.

Nous nous réjouissons de l'attention toute particulière qui est portée au statut social des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants.

Des mesures telles que l'activation des allocations de chômage ou la garantie d'une "assurance continuée" sont autant d'encouragements. Un réel travail de simplification administrative sera réalisé. Un guichet unique sera créé au sein de l'administration et les administrations fédérales et régionales renforceront leur collaboration.

Le volet relatif aux entreprises publiques est plus délicat pour nous. Elles devront certes être modernisées à la lumière des évolutions technologiques et de l'ouverture des marchés. Nous sommes optimistes sur vos motivations, en constatant que la priorité sera mise sur l'intérêt des travailleurs et sur celui de l'entreprise. Les partenariats publics/privés envisagés afin de faciliter certains investissements sont des pistes intéressantes. La politique active à mettre en place pour soutenir un développement durable représente également un accent nouveau, notamment en ce qui concerne l'adaptation des normes de produit, par le développement des labels écologiques et par un contrôle du transport des déchets.

La crise de la contamination à la dioxine est aussi considérée par le gouvernement comme une priorité. J'insiste pour que les travaux de la Commission d'enquête débouchent sur des conclusions à prendre en compte par notre gouvernement. Quant au soutien financier aux entreprises les plus touchées, nous souhaitons un règlement solidaire de la crise qui mette hors de danger les maillons les plus faibles de la chaîne alimentaire et ne fasse pas peser tout

le poids de la sortie de la crise sur les Régions. A cet égard, je souhaite les meilleures chances de succès au commissaire de gouvernement chargé de cette question.

En matière d'amélioration des transports en commun en régularité et en accessibilité, l'accent social se traduira par l'introduction d'avantages sociaux et fiscaux au profit des enfants, des personnes âgées, des minimexés et des bas salaires.

Parallèlement, la fiscalité sera adaptée pour rendre la détentation d'un véhicule moins onéreuse, mais le coût de son utilisation sera plus proche du coût réel.

Je souhaite que le RER voie rapidement le jour.

Le souci de démocratiser le débat autour des questions relatives à l'Europe et aux relations internationales répond à une véritable attente des citoyens. Je suis persuadé que le gouvernement a bien reçu cet appel et veillera, ainsi qu'il l'a annoncé, à associer étroitement le Parlement et les entités fédérées. Les événements récents, tels que la crise de la dioxine, ont sali notre réputation. C'est pourquoi le groupe socialiste soutiendra le gouvernement dans toute initiative qui aura pour but de restaurer l'image de la Belgique à l'étranger.

L'Union européenne figure au premier rang de nos priorités. La volonté du gouvernement de contribuer à démocratiser l'Union, dans une perspective fédéraliste, par l'appui à un approfondissement significatif des institutions est un enjeu démocratique qui va de pair avec la volonté d'une meilleure association des assemblées fédérées.

Un plan d'action sera établi pour préparer la présidence belge de l'Union. Un tel événement offre de nombreuses possibilités de faire évoluer les dossiers prioritaires : la construction de l'Europe sociale et fiscale, la lutte contre le chômage, les préoccupations environnementales. Le groupe socialiste est heureux de voir que ces dossiers seront défendus par le prochain gouvernement.

En matière internationale, le programme gouvernemental souligne l'importance des relations bilatérales, mais ne néglige pas pour autant les organisations internationales. Les principes que les négociateurs ont mis en exergue, dont les droits de l'homme et les droits sociaux fondamentaux, montrent le souci du gouvernement de donner à son action des cadres solides.

Ces valeurs solides sont nécessaires si la Belgique veut contribuer à donner un visage humain à la mondialisation, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC et des orientations à donner à notre coopération au développement, conformément au souhait des citoyens, de voir instaurer une grande solidarité entre les États.

Le gouvernement peut compter sur l'aide et la vigilance du groupe socialiste pour réaliser le programme ambitieux et novateur qu'il a présenté. (*Applaudissements sur les bancs du PS*)

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Le 13 juin dernier, l'électeur a décidé de redistribuer entièrement les cartes. Le résultat des élections a conduit à la formation d'un gouvernement inédit, dont les verts font partie pour la première fois. Le document présenté initialement par l'informateur manquait à notre avis de consistance, Agalev-Ecolo ayant toujours attaché beaucoup d'importance au programme. Dans la version finale de l'accord de gouvernement, il est toutefois bel et bien tenu compte de nos préoccupations : le développement durable, les normes de produits, le respect des obligations internationales en matière d'environnement, l'abandon du nucléaire, la séparation entre production et distribution d'énergie, une politique intégrée en matière de mobilité, la sécurité alimentaire garantie par un organisme de contrôle indépendant.

Les verts sont par ailleurs extrêmement attachés au principe de l'équité sociale, à différents niveaux. L'avantage fiscal qui sera accordé en matière d'allocations familiales pour les revenus les plus bas représente dans ce domaine une avancée importante.

Du nouveau également sur le plan de l'amélioration du fonctionnement de l'appareil d'Etat. On peut citer sur ce plan la radioscopie externe dont feront l'objet les services publics, avec pour commencer l'Office des étrangers et l'administration des contributions.

Dans sa critique du volet communautaire, le CVP parle notamment de capitulation face aux francophones. Cette critique n'est nullement fondée. L'accord de gouvernement permettra au contraire de rompre avec l'attitude crispée du CVP sur ce plan.

M. Stefaan De Clerck (CVP) : Au cours de la législature précédente, il avait été convenu de se limiter sur ce plan à des travaux préparatoires. Le dossier devait être pris à bras le corps après 1999. Or, vous collaborez à présent à un enterrement de luxe.

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Nous voulons préciser mettre un terme au blocage dont vous étiez responsables.

Sur le plan international également, l'accord de gouvernement comporte un certain nombre de points importants : accords en matière d'agriculture, normes en matière d'environnement, harmonisation sur le plan fiscal, augmentation du budget consacré à la coopération au développement. Nous allons veiller à ce que les 0,7% du budget soient utilisés à bon escient.

L'accord de gouvernement comporte malheureusement aussi des lacunes. Je pense en tout premier lieu au droit de vote des étrangers. Nous considérons que ce dossier n'est pas clos. Nous avons l'intention de prendre des initiatives sur ce plan en 2001.

M. Jo Vandeurzen (CVP) : L'accord de gouvernement prévoit-il que l'obligation de suivre le cours d'intégration de la Communauté flamande doit précéder la procédure

de naturalisation ? M. Coveliers semblait y avoir lu quelque chose de ce genre.

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Ce n'est pas le cas. Toutefois, l'accord du gouvernement flamand comporte un chapitre passionnant consacré à l'intégration. Pour les verts, le processus de naturalisation ne se borne pas à une pure formalité.

Les verts regrettent aussi que l'accord de gouvernement ne prévoie pas la réduction du temps de travail, même si le texte fait état d'un droit facultatif de réduction du temps de travail à concurrence d'un cinquième.

Je tiens également à souligner que la modernisation des entreprises publiques ne peut se limiter à leur liquidation pure et simple. M. Daems ne doit pas devenir le ministre des liquidations. (*Rires*)

Mme Greta D'Hondt (CVP) : Introduira-t-on par conséquent un droit absolu à l'interruption de carrière à concurrence d'un cinquième ?

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Ce n'est pas un droit individuel absolu. Il s'agit d'une possibilité qu'il convient d'insérer dans les conventions collectives de travail.

M. Geert Bourgeois (VU) : Vous ne voulez pas d'un ministre chargé des liquidations. Qu'entend-on par la valorisation des actifs publics ?

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Elle va beaucoup plus large que la simple vente. Il faut envisager toutes les possibilités d'améliorer le service.

La fiscalité sera plus propice au travail et à l'environnement, ce dont nous nous réjouissons. Mais nous ne nous

laisserons pas éconduire par des promesses écologiques insignifiantes. Nous attendons des mesures effectives en matière d'impôt sur la plus-value, dans le respect des limitations européennes. Si ces mesures ne se concrétisent pas, nous prendrons nous-mêmes une initiative.

M. Karel Van Hoorebeke (VU-ID) : Qu'en est-il de la régularisation des "sans papiers" ?

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Si une série de pas sont faits dans la bonne direction, je suis conscient qu'ils ne vont pas encore assez loin. En aucun cas, les verts ne perdront cet aspect de vue.

M. Paul Tant (CVP) : M. Tavernier ferait mieux de s'en tenir aux points de l'accord de gouvernement qui emportent son adhésion. Cela lui permettrait de réduire de moitié la durée de son intervention.

M. Jef Tavernier (Agalev-Ecolo) : Les verts joueront activement leur rôle de groupe parlementaire. Nous accorderons une confiance vigilante au gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

- *La séance est levée à 12 h 25.*

- *Prochaine séance cet après-midi à 14 h 15.*

EXCUSES

Raisons de santé : M. Jaak Van den Broeck

À l'étranger : Mme Alexandra Colen

Empêchée : Mme Annemie Van de Casteele

ANNEXE

SÉANCE PLÉNIÈRE JEUDI 15 JUILLET 1999

ANNEXE 1

Communications

GOVERNEMENT

RAPPORTS TRANSMIS

Opérations d'amortissement de la Dette publique 1998

Par lettre du 28 juin 1999, le ministre des Finances transmet, en exécution de l'article 7 de la loi du 2 août 1955, modifiée par la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières, le rapport sur les opérations d'amortissement de la Dette publique effectuées en 1998.

Dépôt au greffe et à la bibliothèque

Caisse des Dépôts et Consignations 1998

Par lettre du 28 juin 1999, le ministre des Finances transmet, en exécution de l'article 36 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, le rapport sur les opérations de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'année 1998.

Dépôt au greffe et à la bibliothèque

BIAC 1998

Par lettre du 30 juin 1999, le ministre des Transports transmet, conformément à l'article 27, § 3, 1er alinéa, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les comptes annuels 1998, le rapport de gestion et le rapport du collègue des commissaires de l'entreprise publique autonome "BIAC".

Dépôt au greffe et à la bibliothèque

COUR D'ARBITRAGE

ARRÊTS

En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

– l'arrêt n° 73/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative aux articles 620 et 621 du Code judiciaire, posée par la cour d'appel de Liège par arrêt du 25 mars 1998, en cause de la société de droit luxembour-

geois SA Le Foyer et R. Trienekens contre la SA Axa Belgium et autres

(n° du rôle : 1316)

– l'arrêt n° 74/99 rendu le 30 juin 1999 concernant le recours en annulation partielle de l'article 6, § 1er, alinéas 3 et 4, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, inséré par l'article 2 de la loi du 12 décembre 1997 prévoyant l'apposition de certaines mentions sur la carte d'identité visée à l'article 6, § 1er, de la loi précitée du 19 juillet 1991, et réglant l'emploi des langues pour ces mentions, introduit par le gouvernement flamand

(n° du rôle : 1360)

– l'arrêt n° 75/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative aux articles 63, 67, 152, 153 et 182 du Code d'instruction criminelle et 811 à 814 du Code judiciaire, posée par le tribunal correctionnel de Gand par jugement du 9 juin 1998, en cause du ministère public contre M. Alexander et T. Dhont

(n° du rôle : 1362)

– l'arrêt n° 76/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative à l'article 1er ter de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, inséré par l'article 76 de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, posée par le tribunal du travail de Namur par jugement du 1er juillet 1998, en cause de L. Versolato contre l'Etat belge

(n° du rôle : 1374)

– l'arrêt n° 78/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative à la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, telle qu'elle a été remplacée par la loi du 1er juillet 1964, posée par le tribunal de première instance de Gand par ordonnance du 29 juillet 1998, en cause de C.C. contre l'Etat belge

(n° du rôle : 1383)

– l'arrêt n° 79/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative à l'article 17, § 3, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, posée par le Conseil d'Etat par arrêt du 23 octobre 1998, en cause de V. Lescot contre la Région wallonne

(n° du rôle : 1456)

– l'arrêt n° 80/99 rendu le 30 juin 1999 concernant la question préjudicielle relative à l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'article 65 de la loi du 15 juillet 1996, posée par le tribunal du travail de Gand par jugement du 10 avril 1998, en cause de Z. Buric contre le centre public d'aide sociale de Gand

(n° du rôle : 1330)

– l'arrêt n° 81/99 rendu le 30 juin 1999 concernant les questions préjudicielles relatives à l'article 2262 du Code civil et à l'article 26 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, posées par la Cour de cassation par arrêt du 29 mai 1998, en cause de C. Fiévet contre H. De Roeck

(n° du rôle : 1350)

Pour information

DÉCISIONS DE RENVOI

En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

– les questions préjudicielles relatives à l'article 8, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 concernant la législation pénale, l'article 10bis de la loi du 17 avril 1878 contenant la législation pénale et l'article 19, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire, posées par la Cour de cassation par arrêt du 14 avril 1999 en cause de R. Maes

(n° du rôle : 1671)

– la question préjudicielle relative à l'article 24, § 5, du décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, posée par le Conseil d'Etat par arrêt du 21 avril 1999, en cause de C. Landrieu contre la commune de Colfontaine

(n° du rôle : 1672)

– les questions préjudicielles relatives aux articles 17, 20, 21 et suivants de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, posées par le tribunal du travail de Bruxelles par jugements du 20 mai 1999, en cause de S. Moreau et L. Meunier contre l'Office national de Sécurité Sociale d'Outre-Mer ; l'ordonnance de jonction de ces affaires

(n°s du rôle : 1692 et 1693)

– la question préjudicielle relative à l'article 42 et 30ter, § 6, B, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, posée par la cour du travail d'Anvers par arrêt du 4 juin 1999, en cause de l'Office National de Sécurité Sociale contre la SA Peetermans

(n° du rôle : 1702)

– les questions préjudicielles relatives à l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, tel qu'il a été inséré par la loi du 30 décembre 1992, posées par la Cour de cassation par arrêt du 29 mars 1999, en cause de l'Etat belge contre S. Gurmeet et le Centre public d'Aide sociale de Liège et le tribunal du travail de Liège par jugement du 4 juin 1999, en cause de J. Bombil Osenge contre le Centre public d'Aide sociale de Liège ; l'ordonnance de jonction de ces affaires

(n°s du rôle : 1665 et 1704)

Pour information

COUR DES COMPTES

PRÉFIGURATION DES RÉSULTATS DE L'EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR 1998

Par lettre du 28 mai 1999, le premier président de la Cour des comptes transmet, en application de l'article 77 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1998.

Distribution (Doc. n°s 16/1 et 2)

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE

RAPPORT 1998

Par lettre du 7 juillet 1999, le directeur général de l'Office national du Ducroire transmet le rapport annuel 1998 de l'Office national du Ducroire.

Dépôt au greffe et à la bibliothèque

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

RAPPORT 1998

La Société Nationale des Chemins de fer Belges a transmis son rapport annuel 1998.

Distribution

INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES

RAPPORT 1998

L'Institut des Revisers d'Entreprises a transmis son rapport annuel 1998.

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

PETROFINA

RAPPORT 1998

Le président de la direction de PetroFina a transmis le rapport annuel 1998.

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

"BOND VAN GROTE EN VAN JONGE GEZINNEN"

RAPPORT 1998

Par lettre du 3 juin 1999, le "Bond van Grote en van jonge Gezinnen" transmet son rapport annuel 1998.

Dépôt au greffe et à la bibliothèque

PROVINCE D'ANVERS

COMPTES PROVINCIAUX 1998

Par lettre du 28 juin 1999, le receveur provincial de la province d'Anvers transmet, en application de l'article 68 de la loi provinciale, les comptes sommaires par nature et dépenses pour l'année 1998.

Dépôt au greffe